

## **Le profit et la crise**

### **Michel Husson, janvier 2010**

Une controverse sur l'évolution du taux de profit s'est ouverte entre économistes marxistes. Certains trouvent que le taux de profit a connu une hausse tendancielle depuis le début des années 1980, d'autres qu'il a au contraire stagné voire baissé tendanciellement<sup>1</sup>. Cette controverse comporte de nombreux aspects : méthodologiques (mesure du capital et du taux de profit) et théoriques : statut de la loi de baisse tendancielle du taux de profit, rôle de la dynamique du taux de profit dans l'analyse du capitalisme contemporain et de la crise actuelle.

### **Et pourtant il monte : sur la mesure du taux de profit**

La question empirique de la mesure du taux de profit suppose un débat en grande partie technique et on renvoie ici à un document consacré notamment à la controverse statistique<sup>2</sup>. On y livre de nouvelles estimations<sup>3</sup> obtenues directement à partir des données nationales qui corrigent l'erreur contenue dans de précédents travaux (voir encadré 1) et qui sont cohérentes avec celles proposées dans une série d'études menées sur cette question.

#### Encadré 1 Pourquoi de nouveaux calculs ?

Les précédents travaux utilisaient comme source principale la base de données Ameco de la Commission européenne<sup>4</sup> qui fournit des séries de taux de rendement du capital. Malheureusement les séries de capital utilisées y sont construites à partir d'une convention qui n'est pas légitime : dans tous les pays, la valeur initiale du capital net en 1960 est arbitrairement fixée à trois fois le Pib. Cette convention introduisait à un biais particulièrement marqué sur la période 1960-1980 dans le cas des Etats-Unis. Les nouvelles évaluations ont donc abandonné cette source pour travailler sur les données issues de la comptabilité nationale de chaque pays.

Il faut cependant chercher à comprendre les différences observées avec d'autres travaux qui exhibent un taux de profit stagnant ou à la baisse. Cette divergence s'explique par des choix méthodologiques erronés qui sont critiqués dans le document « technique » mis à disposition. Les principales erreurs relevées sont les suivantes :

- on exclut de la définition de la plus-value la part des profits captés par les banques ;
- on mesure le capital « en brut » en oubliant qu'il transmet sa valeur aux marchandises ;
- on mesure le capital « aux prix d'acquisition » en négligeant l'effet de l'inflation sur la rentabilité du capital ;
- on apporte à la mesure du capital des corrections inappropriées visant à prendre en compte les mouvements de prix.

Au total, les grandes tendances mises à jour dans de précédentes contributions sont confirmées. La dynamique du taux de profit dans les principaux pays capitalistes (Allemagne, France, Royaume-Uni, Etats-Unis) permet de distinguer clairement deux périodes sur le dernier demi-

<sup>1</sup> Les principales contributions à ce débat sont disponibles à : <http://hussonet.free.fr/cricoco.htm>. Voir en particulier : Chris Harman, « Crise et taux de profit : une réponse à Michel Husson », *Inprecor* n°556-557, décembre 2009-janvier 2010, <http://gesd.free.fr/notallf.pdf>

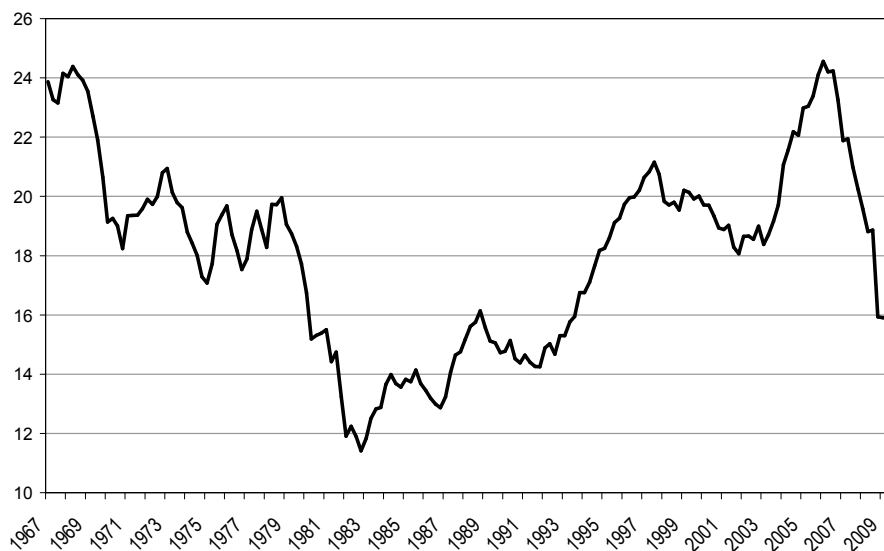
<sup>2</sup> Michel Husson, « La hausse tendancielle du taux de profit », <http://hussonet.free.fr/tprof9.pdf>

<sup>3</sup> Notre précédent article dans *Inprecor* n°556/557, « La crise en perspective », <http://hussonet.free.fr/iire9.pdf> tenait déjà compte de ces nouvelles estimations.

<sup>4</sup> Commission européenne, <http://tinyurl.com/ameco8>

siècle : entre 1960 et 1982, le taux de profit se maintient puis baisse tendanciellement ; à partir de 1982 et jusqu'à la crise, le taux de profit se met à augmenter tendanciellement. Cette périodisation apparaît de manière très claire dans le cas des Etats-Unis sur le graphique 1, actualisé à partir de données trimestrielles.

Graphique 1  
Le taux de profit aux Etats-Unis 1967-2009



Source : Bureau of Economic Analysis<sup>5</sup>.

## Il ne baisse pas forcément : retour sur la loi de la baisse tendancielle

Dans la vulgate marxiste, la trajectoire du taux de profit dépend de l'évolution relative de ses deux composantes, le taux d'exploitation - au numérateur - et la composition organique du capital - au dénominateur. On dit ensuite que le taux d'exploitation peut augmenter jusqu'à un certain point seulement, tandis que la composition organique augmente de manière continue. Par conséquent le taux de profit finit par baisser (c'est une loi tendancielle). La loi est donc en fin de compte une loi de la hausse tendancielle de la composition organique : l'accumulation se traduit par une augmentation du travail mort (le capital) par rapport au travail vivant, seul créateur de plus-value. Dans ces conditions, la plus-value tend à augmenter moins vite que le capital avancé, d'où la baisse du taux de profit.

Certes Marx évoquait plusieurs contre-tendances possibles, mais la tendance devait bien finir par l'emporter, sinon il n'y aurait pas de « loi ». La notion de « loi tendancielle » signifie que le taux de profit ne baisse pas toujours et partout mais qu'au bout du compte la tendance l'emporte sur les contre-tendances. Mais cette présentation n'est pas correcte parce qu'elle ne décompose pas suffisamment les facteurs qui déterminent l'évolution du taux de profit et ne fait pas apparaître la double influence de la productivité du travail, à la fois sur le numérateur et sur le dénominateur. Au numérateur, c'est clair : quand la productivité s'accélère et que le salaire réel ne suit pas, le taux d'exploitation augmente. C'est ce que Marx appelait la plus-value relative.

Mais les gains de productivité ont aussi un effet sur le dénominateur, autrement dit sur la composition organique : ils font baisser le prix des « machines » qui composent le capital fixe et peuvent ainsi compenser l'augmentation de leur nombre. Il faut bien distinguer deux notions :

<sup>5</sup> Les modalités du calcul du taux de profit sont précisées dans l'annexe 1 du document technique.

composition technique et composition organique du capital. Personne ne conteste que la composition **technique** du capital (le nombre de « machines » par rapport au nombre de salariés) augmente tendanciellement. Mais cela n'implique pas une hausse de la composition **organique** (en valeur) : les gains de productivité interviennent ici aussi en faisant baisser la valeur des « machines » qui composent le capital fixe et peuvent ainsi compenser l'augmentation de leur nombre.

C'est justement l'une des « causes qui contrecarrent la loi » (de la baisse tendancielle du taux de profit) énoncées par Marx : « La même évolution qui fait s'accroître la masse du capital constant par rapport au capital variable fait baisser la valeur de ses éléments par suite de l'accroissement de la productivité du travail, et empêche ainsi que la valeur du capital constant, qui pourtant s'accroît sans cesse, n'augmente dans la même proportion que son volume matériel. Dans tel ou tel cas, la masse des éléments du capital constant peut même augmenter, tandis que sa valeur reste inchangée ou même diminue »<sup>6</sup>. Ainsi « les mêmes causes qui engendrent la tendance à la baisse du taux de profit modèrent également la réalisation de cette tendance ».

Mais, précisément parce qu'il s'agit des « mêmes causes » (la productivité du travail), il n'y a aucune raison *a priori* de penser que la tendance l'emporte systématiquement sur la contretendance. Encore une fois, la productivité du travail est susceptible de compenser à la fois, de manière parfaitement symétrique, la progression du salaire réel et l'alourdissement du capital physique. Ou bien, il faudrait postuler que la productivité du travail progresse systématiquement moins vite dans la section des biens de production que dans celle des biens de consommation, mais c'est la configuration inverse qui est la plus répandue. L'évolution de la composition organique est donc en réalité indéterminée, comme Marx pouvait le suggérer : « Dans tel ou tel cas, la masse des éléments du capital constant peut même augmenter, tandis que sa valeur reste inchangée ou même baisse ». Le numérateur et le dénominateur du taux de profit peuvent donc rester constants, et par conséquent le taux de profit lui-même.

Si l'on veut étudier les conditions d'évolution du taux de profit, il faut donc abandonner la décomposition binaire classique (taux de plus-value/composition organique du capital) pour une décomposition ternaire faisant intervenir le salaire, la productivité du travail, et l'efficacité du capital, c'est-à-dire le ratio produit/capital. On obtient alors le résultat suivant : le taux de profit augmente si la progression du salaire réel est inférieure à celle de la « productivité globale des facteurs » définie comme la moyenne pondérée de la productivité du travail et de l'efficacité du capital<sup>7</sup>. En termes simples, les gains de la productivité du travail peuvent compenser à la fois l'augmentation du salaire réel et celle du capital physique par tête. L'erreur de la présentation canonique de la loi consiste à oublier cette possibilité en confondant la composition organique du capital (en valeur) avec sa composition technique.

Puisque l'argument a été utilisé par Chris Harman<sup>8</sup>, il faut souligner que cette analyse n'a rien à voir avec le « théorème d'Okishio ». Ce théorème était censé démontrer que le taux de profit ne peut pas baisser parce que les capitalistes n'introduiront jamais des technologies susceptibles de le faire baisser. Cette démonstration oublie évidemment la concurrence entre capitaux individuels et l'incertitude qui accompagne tout projet d'investissement. Mais la référence à ce théorème est hors sujet : il y a en effet une claire différence, qui relève de la logique la plus élémentaire, entre dire que le taux de profit **peut ne pas** baisser, et affirmer, comme le fait Okishio, que le taux de profit **ne peut pas** baisser.

---

<sup>6</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Livre 3, Tome 1, Editions sociales, 1957, p.248-249.

<sup>7</sup> Pour une démonstration plus détaillée, voir *La hausse tendancielle du taux de profit*, article cité, 2ème partie.

<sup>8</sup> Chris Harman, « Le marxisme n'est pas toujours dogmatique : une réponse à Michel Husson », *Inprecor* n°556-557, décembre 2009-janvier 2010, <http://gesd.free.fr/notallf.pdf>

Il faut alors restituer l'énoncé de Marx dans une analyse de la dynamique du capitalisme et présenter une version de long terme de la loi qui pourrait s'énoncer ainsi : « Les conditions de fonctionnement du capitalisme peuvent être réunies pendant une période assez longue, mais les dispositifs assurant leur obtention ne sont pas stables ou en tout cas ne peuvent être reproduits durablement »<sup>9</sup>. Au bout d'un moment, l'augmentation du capital par tête ne produit plus les mêmes gains de productivité. C'est le double fléchissement de la productivité du travail, par rapport au capital par tête mais aussi par rapport au salaire qui initie la baisse du profit. Ce sont les contradictions structurelles du capitalisme (recherche du profit maximum, concurrence entre capitaux) qui conduisent tendanciellement à cette baisse. Mais ce schéma ne s'applique que sur un horizon long, celui de la théorie des ondes longues.

Par ailleurs, cette efficacité globale est indissociable de l'adéquation aux besoins qui ne ressort pas de la technologie : il faut en plus que le salaire réel se porte sur les « bonnes » marchandises du point de vue des gains de productivité qu'elles permettent. Le taux de profit doit donc être conçu comme un indicateur synthétique de la dynamique du capital qui reflète l'ensemble des modalités de la reproduction du capital, du côté de la production (création de plus-value) et du côté de la réalisation (débouchés).

### **Les temps du capital et la nature des crises**

L'une des raisons des divergences de vue entre économistes marxistes renvoie à un problème de méthode : peut-on étendre l'analyse du cycle à une compréhension générale de la dynamique du capitalisme et de ses différents niveaux de crise ? Peut-on mobiliser pour analyser la crise actuelle les mêmes outils que ceux qui conviennent aux crises périodiques ? On pourrait parfaitement défendre l'idée que cette distinction n'est pas vraiment travaillée chez Marx, qui ne disposait pas d'une période d'observation très longue, ni d'une théorie des crises complètement bouclée. Mais, sauf à penser que le marxisme se réduit aux écrits du seul Marx, il faut prendre en compte les développements ultérieurs qui ont permis une meilleure compréhension de la dynamique capitaliste.

Les travaux de Kondratiev sur les « cycles longs » ont inauguré une nouvelle perspective consistant à périodiser la trajectoire du capitalisme. Mais son tort est justement d'avoir conçu ces mouvements longs comme des cycles et c'est l'objet principal de la critique que Trotski lui a d'emblée adressée. Il faut relire son bref article - « La courbe du développement capitaliste » - publié en 1923<sup>10</sup> parce qu'il jette les bases d'une compréhension du temps long de l'histoire du capitalisme : « Dans l'histoire, les cycles homogènes se groupent par séries. Durant des périodes entières du développement capitaliste, les cycles se caractérisent par des booms nets et délimités et par des crises courtes et de faible ampleur. Il en résulte un mouvement brutalement ascendant de la courbe du développement capitaliste. Les périodes de stagnation se caractérisent par une courbe qui, tout en connaissant des oscillations cycliques partielles, se maintient au même niveau approximatif pendant des décennies ».

Cette ligne de recherche sera reprise par différents auteurs et sera plus tard systématisée par Mandel avec la théorie des ondes longues<sup>11</sup>. L'analyse marxiste doit donc intégrer cet apport en adoptant une approche historique du capitalisme et reprendre à son compte la notion d'« ordre productif »<sup>12</sup>. Concrètement, il s'agit de rendre compte des différences entre le capitalisme néo-

---

<sup>9</sup> Michel Husson, *Misère du Capital*, Syros, 1996, <http://hussonet.free.fr/mdk.pdf>

<sup>10</sup> Léon Trotski, *La courbe du développement capitaliste*, 1923, <http://gesd.free.fr/trotski23.pdf>

<sup>11</sup> Pour une présentation d'ensemble, voir Francisco Louçã, *Ernest Mandel et la pulsation de l'histoire*, 2003, <http://gesd.free.fr/chico03.pdf>

<sup>12</sup> Christian Barsoc, *Les rouages du capitalisme*, La Brèche, 1994, <http://hussonet.free.fr/rouages.pdf>

libéral qui s'est mis en place à partir du début des années 80 et le capitalisme dit « fordiste » des « Trente glorieuses ». Dans un cas comme dans l'autre, c'est toujours et encore du capitalisme, mais sa dynamique, son mode de reproduction, ses effets sociaux sont différents. Il s'agit autrement dit de périodes historiques différentes : « Les ondes longues sont plus que de simples mouvements de hausse et de baisse du taux de croissance des économies capitalistes. Ce sont, au plein sens du terme, des périodes historiques spécifiques »<sup>13</sup>.

La théorie marxiste est donc confrontée à une double tâche : souligner que les rapports sociaux fondamentaux sont invariants mais, en même temps, que leur mise en oeuvre n'est pas la même, en fonction notamment de rapports de force sociaux différents. Faute de mener à bien ce travail, l'absence de périodisation historique conduit à un certain nombre de dérives, la première étant d'appliquer aux ondes longues les outils d'analyse adaptés aux cycles courts.

La modélisation du cycle est un apport essentiel de Marx qui en a été un précurseur et n'a jamais vraiment été dépassé. En simplifiant à l'extrême, son schéma est le suivant : durant le boom, la montée du taux de profit et la concurrence conduisent les capitalistes à anticiper la poursuite du mouvement et à trop investir. Mais cet excès de capital ne réussit plus à se valoriser : le taux de profit baisse et l'économie entre en récession. La mécanique du cycle repose donc sur la temporalité propre de l'accumulation du capital avec une sur-réaction, à la hausse et à la baisse, de l'investissement aux débouchés : la demande est un flux, le capital est un stock. Ce phénomène est appelé « accélérateur » par les macroéconomistes. Il est accentué par l'évolution cyclique de la part des salaires : en général elle tend à monter quand l'économie ralentit parce que le salaire ne réagit pas immédiatement au ralentissement de la productivité. Les fluctuations du taux d'exploitation se combinent ainsi avec celles de l'investissement pour donner un caractère fortement cyclique au taux de profit.

Au total, la dynamique du cycle résulte du comportement d'accumulation des capitalistes soumis à la concurrence : ce mécanisme est incorporé dans le fonctionnement « normal » du capitalisme<sup>14</sup>. Et cette même mécanique garantit en quelque sorte la sortie automatique de la récession. Ce schéma a pu être repris par un économiste non marxiste, Patrick Artus, dans le cas du cycle dit de la « nouvelle économie » de la seconde moitié des années 90 aux Etats-Unis<sup>15</sup>. Mais, justement, il s'agissait d'un cycle et la crise actuelle ne se réduit pas à une crise cyclique.

Une autre conséquence de l'absence d'approche historique consiste à ne pas comprendre l'enchaînement des mécanismes qui conduisent à la crise. Dans la crise actuelle, le taux de profit a évidemment baissé et il a même commencé à le faire un peu avant l'éclatement de la crise financière<sup>16</sup> mais cela n'a rien à voir avec une « suraccumulation » préalable. Celle-ci n'apparaît qu'avec l'éclatement de la crise, sous forme de capacités de production excédentaires « révélées » par la crise. On peut illustrer ce point à partir du cas des Etats-Unis en comparant la croissance du volume de la consommation, le taux de profit et le taux d'utilisation des capacités. Ce dernier mesure le rapport entre la production effective et la production potentielle qui résulterait d'une pleine utilisation des capacités (qui n'est jamais de 100 %) : c'est donc une bonne mesure de la suraccumulation de capital, au sens d'excès de capacités de production.

Les trois courbes évoluent de manière parallèle (graphique 2), confirmant ainsi le lien qui existe entre débouchés, taux d'utilisation des capacités et rentabilité du capital. Le ralentissement des débouchés conduit à une plus faible utilisation du capital et fait baisser le taux de profit. On voit

---

<sup>13</sup> Ernest Mandel, *Long Waves of Capitalist Development. A Marxist Interpretation*, Verso, 1995.

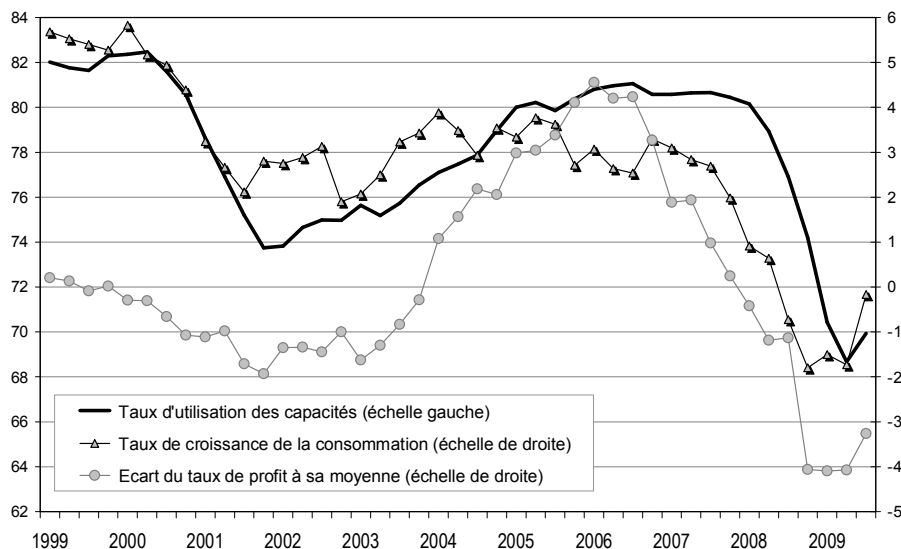
<sup>14</sup> Pour un exposé d'une grande clarté qui incorpore les notions de multiplicateur et d'accélérateur dans une logique marxiste, voir Ernest Mandel, *Traité d'économie marxiste*, Christian Bourgois, 1986, chapitre 11.

<sup>15</sup> Patrick Artus, *Karl Marx is back*, CDC Flash n°4, janvier 2002, <http://hussonet.free.fr/marx2fr.pdf>

<sup>16</sup> « Etats-Unis : la baisse de la rentabilité des entreprises a précédé la crise financière », *note hussonet* n°8, 2009, <http://hussonet.free.fr/h8probou.pdf>

bien se dessiner la fin du cycle *high tech*, avec la récession de 2001-2002, suivie d'une reprise : il s'agit là du fonctionnement cyclique de l'économie. Puis arrive la crise : on assiste alors à une chute à peu près simultanée - et de grande ampleur - de la consommation, du taux d'utilisation et du taux de profit. Autrement dit, la sous-consommation, la suraccumulation et la chute du taux de profit sont étroitement liées et c'est leur interaction qu'il faut comprendre. Ce n'est donc pas en opposant deux grilles de lecture (suraccumulation versus sous-consommation) que l'on parviendra à une meilleure compréhension des faits empiriques. Mais encore faut-il s'entendre sur les termes.

Graphique 2  
Surcapacités et consommation aux Etats-Unis 1999-2009



Source : Bureau of Economic Analysis

## Suraccumulation

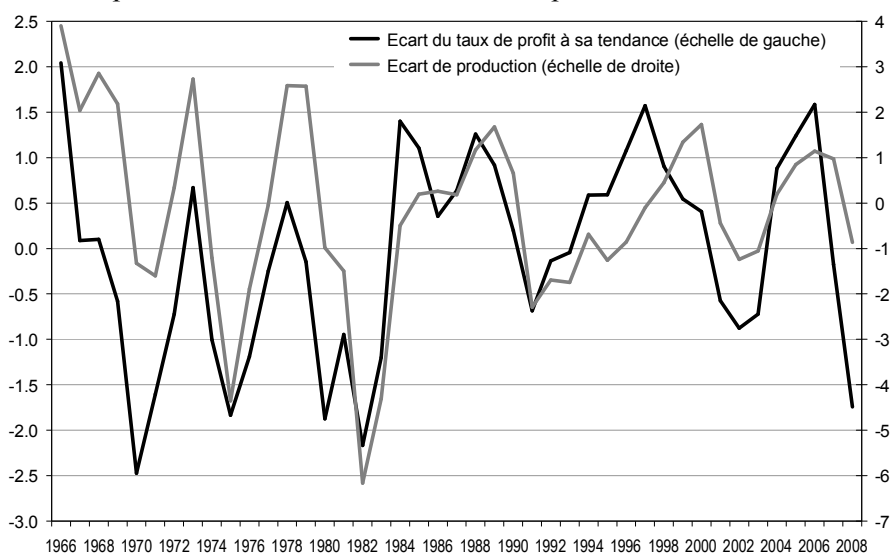
Il faut d'abord évacuer une confusion possible entre suraccumulation de capital et amoncellement de capital fictif. Ce dernier désigne, comme son nom l'indique, un ensemble de droits de tirage potentiels sur la plus-value. Leur volume augmente avec le gonflement de la bulle financière, mais il s'agit d'une suraccumulation aussi fictive que le capital du même nom. Sa croissance « exubérante » l'empêche de pouvoir prétendre à une rentabilité effective égale ou supérieure au taux de profit moyen, parce que la somme des revenus financiers virtuels excède la capacité d'extraction de plus-value. Ce capital est donc fictif dans la mesure où la plus-value disponible ne peut permettre de lui servir sa rentabilité nominale.

Il faut ensuite préciser les termes. La plupart des analyses orthodoxes nous disent que le taux de profit baisse parce qu'il y a eu suraccumulation de capital. Mais il s'agit là d'une pure tautologie. Pour Marx, la suraccumulation se définit en effet par rapport à l'incapacité d'obtenir le taux de profit moyen. On ne peut donc faire de ce concept un principe explicatif de la baisse du taux de profit qui est la forme sous laquelle il se manifeste.

Au sens courant du terme, la suraccumulation suggère que l'on a trop investi. Mais, encore une fois, par rapport à quoi ? En réalité, la réponse ne peut que renvoyer aux débouchés. Le processus empirique observé dans la crise obéit à cette séquence : chute des débouchés → surcapacités de production → baisse du taux de profit. Concrètement, la chute des débouchés conduit à la sous-utilisation des capacités et à la stagnation ou à la baisse du volume de profit. Autrement dit, le même capital avancé produit moins de profit et le taux de profit baisse.

L'exposé « classique » qui se réclame de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit repose sur un autre enchaînement : investissement → hausse de la composition organique → baisse du taux de profit. Mais il s'agit encore une fois d'une détermination qui ne convient pas à l'analyse de cette crise qui est d'une autre nature qu'une crise périodique. On peut s'en convaincre en comparant l'écart du taux de profit à sa tendance de moyen terme et l'écart de production (*output gap*) défini comme le rapport entre la production effective et la production potentielle qui correspondrait à une utilisation normale des capacités de production. Ces deux indicateurs sont étroitement corrélés (graphique 3). Autrement dit l'évolution de la conjoncture rend compte des fluctuations du taux de profit autour de sa tendance.

Graphique 3  
Ecart de production et fluctuations du taux de profit. Etats-Unis 1966-2008



Source : Bureau of Economic Analysis

Toutes ces observations permettent de pointer la différence entre deux lignes d'interprétation de la crise. Soit il s'agit d'une crise cyclique, particulièrement forte, mais qui est susceptible d'être analysée avec les outils habituellement mobilisés dans l'analyse du cycle : le profit baisse (et donc il y a crise) à cause de la suraccumulation. Ce point de vue est en quelque sorte synthétisé par un simple membre de phrase de Carchedi<sup>17</sup> qui écrit : « les crises (des taux de profit plus bas) ... » établissant ainsi l'équivalence qui sous-tend ce type d'analyse : crise = baisse du taux de profit. Donc, si la crise est conforme à la théorie, il faut que le taux de profit ait baissé, d'autant plus que cela valide la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. On invoquera aussi l'instabilité chronique du capitalisme et on pourra ainsi se rassurer sur la pertinence de l'outillage marxiste.

A l'occasion de la crise actuelle, Patrick Artus s'est à nouveau essayé à lui appliquer un schéma marxiste<sup>18</sup> : « Il s'agit bien d'une lecture marxiste (mais conforme aux faits) de la crise : suraccumulation du capital d'où baisse tendancielle du taux de profit ». Il s'agit peut-être d'une lecture « marxiste » mais force est de constater qu'elle n'est pas « conforme aux faits ». Autant la précédente était convaincante parce qu'elle s'appliquait à un cycle, autant ce nouvel exercice passe à côté du caractère systémique de cette crise.

<sup>17</sup> Guglielmo Carchedi, « Zombie Capitalism and the origin of crises », *International Socialism* n°125, 2010, <http://gesd.free.fr/carchedih.pdf>

<sup>18</sup> Patrick Artus « Une lecture marxiste de la crise », *Flash* n°002, janvier 2010, <http://gesd.free.fr/flas0002.pdf>



La période du capitalisme néo-libéral ne se caractérise pas par une tendance à la suraccumulation et il faudrait plutôt parler de sous-investissement : l'accumulation du capital, tout au long de cette période, ne suit pas le rétablissement du taux de profit (voir plus bas). On retrouve donc cette idée essentielle : il faut distinguer deux horizons temporels auxquels on ne peut appliquer les mêmes outils d'analyse.

La crise actuelle représente une rupture majeure dans « l'ordre productif » néo-libéral dont les éléments, mis en place au cours d'une période longue, se détraquent globalement. La difficulté d'analyse est ici que les « grandes crises » (pour reprendre l'expression parlante de Robert Boyer) sont toujours déclenchés lors d'une récession cyclique : il faut aller au-delà du constat de l'ampleur de la récession (plus forte que d'habitude) et l'analyser, non pas comme une crise périodique, mais comme une entrée en crise des traits essentiels de la période.

La crise de 1974-75 avait été une crise du « fordisme », autrement dit de la correspondance qui s'était établie entre les gains de productivité et le pouvoir d'achat. La crise actuelle peut s'analyser fondamentalement comme une crise des solutions apportées à la crise précédente autour d'une question centrale qui est celle de la réalisation. Compte tenu de la baisse tendancielle de la part des salaires dans le revenu, le capitalisme risquait de buter sur la raréfaction des débouchés. C'est du côté de la finance que les solutions à cette contradiction ont été trouvées. Pour simplifier, la finance a permis trois choses : 1) recycler la plus-value non investie vers la consommation de couches sociales étroites ; 2) alimenter le surendettement des ménages et soutenir leur consommation ; 3) ajuster les déséquilibres mondiaux, principalement entre les Etats-Unis et le reste du monde. L'implosion financière remet en cause ces trois éléments et par conséquent la cohérence de l'ordre néo-libéral.

### **Sous-consommation**

« La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société ». En dépit de ce principe clairement affirmé par Marx<sup>19</sup>, la version dogmatique du marxisme s'appuie au fond sur une opposition binaire entre deux analyses de la crise : la première, centrée sur le concept de suraccumulation, serait la seule authentiquement marxiste ; la seconde, qualifiée de sous-consommationniste ne serait pas marxiste mais keynésienne.

Cette grille de lecture anti-dialectique manifeste une incompréhension d'un trait essentiel du capitalisme : c'est un mode de production qui cherche à obtenir le taux de profit le plus élevé possible mais doit aussi écouler ses marchandises. Cette double exigence débouche sur une contradiction permanente qui se manifeste avec une vigueur particulière lors des crises. On retrouve ici l'erreur signalée par Mandel qui consiste à « scinder arbitrairement ce qui est organiquement lié, au coeur même du mode de production capitaliste (...) Vouloir expliquer le phénomène des crises exclusivement par ce qui se passe dans la sphère de la production (la production d'une quantité insuffisante de plus-value pour assurer à tout le capital un taux de profit acceptable), en faisant abstraction des phénomènes de réalisation de la plus-value, c'est-à-dire de la circulation, donc du marché, c'est en réalité faire abstraction d'un aspect fondamental de la production capitaliste, celui d'une production marchande généralisée »<sup>20</sup>.

---

<sup>19</sup> Karl Marx, *Le Capital*, Livre 3, tome 2, Editions Sociales, 1959, p.145, <http://tinyurl.com/marx330>

<sup>20</sup> Ernest Mandel, « L'explication des crises capitalistes », 1982, <http://gesd.free.fr/mandel82.pdf>



La plupart du temps, l'accusation de « sous-consommationnisme » s'appuie sur d'autres citations de Marx critiquant les théories faisant d'une insuffisante consommation le ressort principal des crises. Mais ce respect de l'orthodoxie oublie l'un des apports essentiels de Marx, à savoir son étude des conditions de reproduction du capital. C'est pourtant une question fondamentale que l'on peut résumer ainsi : qui achète ce que produisent les salariés exploités ? C'est très bien (pour un patron) d'exploiter ses ouvriers mais le profit qu'il en tire reste virtuel tant qu'il n'est pas réalisé par la vente des marchandises. Cette question se pose au cours du cycle, mais elle se pose de manière structurelle sur longue période. Or, on observe depuis le début des années 80 une hausse tendancielle du taux d'exploitation, ce qui pose problème du point de vue de la réalisation. Si la part de la consommation des salariés baisse par rapport à la richesse nouvelle produite, il faut se demander qui va acheter le reste.

Sans reprendre le débat, il faut insister ici sur cette idée : dire qu'il y a un problème de réalisation ne revient pas à se rallier aux thèses dites sous-consommationnistes selon lesquelles les crises proviendraient exclusivement de l'insuffisante consommation des salariés. Mais balayer la question en disant que seule la suraccumulation et la surproduction sont la cause des crises, à travers la baisse du taux de profit, revient à oublier que suraccumulation et sous-consommation sont les deux aspects d'une même réalité, comme le formule très bien Chesnais : « La suraccumulation a automatiquement pour « envers », pour ainsi dire, la sous-consommation »<sup>21</sup>.

### **La chronologie de la crise**

Que la crise soit née dans le secteur financier, personne ne peut le contester. Elle est même née sur un segment relativement étroit de la finance mondiale puisque le point de départ était une fraction du marché hypothécaire américain, les fameux *subprime*. C'est ce qui a permis à certains analystes de prévoir (à ses débuts) que son impact serait limité. Mais elle s'est étendue comme une traînée de poudre à l'ensemble de la finance mondiale, « grâce » notamment aux fameux produits dérivés. Il y a d'ailleurs là un champ de recherche d'ordre sociologique, pour expliquer l'aveuglement des spécialistes de la finance qui croyaient à leur innocuité ou n'en voyaient pas les dangers. On y trouverait sans doute un curieux cocktail d'ignorance, de dogmatisme mathématique, de cupidité et de pure délinquance.

La révolution russe est née sur le cuirassé Potemkine à cause de viande avariée. Mais il serait absurde d'en déduire que la crise révolutionnaire était une crise alimentaire. De même, le fait que le système ait craqué du côté de la finance ne permet pas de conclure qu'il s'agit d'une crise financière. Cela ne serait possible qu'en postulant une séparation stricte entre la finance et ce que l'on a coutume d'appeler l'économie réelle. Les deux sont étroitement imbriquées et la financiarisation s'est développée comme une réponse à des contradictions apparues dans l'économie réelle depuis longtemps. La manière dont la crise financière s'est étendue à tous les segments de l'économie donne des indications concrètes sur ce mode d'articulation : rétrécissement du crédit (*credit crunch*), effet dit de richesse négatif sur la consommation, chute de l'investissement, etc. Et par-dessus tout, il y a la mondialisation qui a transmis la récession à l'ensemble de l'économie mondiale, pulvérisant la thèse du découplage selon laquelle les pays émergents seraient épargnés.

---

<sup>21</sup> François Chesnais, « Crise de suraccumulation mondiale ouvrant une crise de civilisation », *Inprecor* n°556/557, décembre 2009-janvier 2010.

## Le ciseau entre profit et accumulation

Notre analyse du capitalisme contemporain<sup>22</sup> repose sur l'identification d'un phénomène essentiel, à savoir l'écart entre l'évolution du profit et celui de l'investissement. Cette analyse est évidemment contestée par les partisans de la stagnation du taux de profit. Ainsi Kliman<sup>23</sup> écrit par exemple que : « dans la mesure où le taux de profit ne s'est pas rétabli, il n'y a pas eu de divergence croissante entre le taux de profit et le taux d'accumulation ». Mais dans la mesure où le taux de profit s'est rétabli, cette divergence a bien eu lieu.

Le ciseau entre taux de profit et taux d'accumulation ne dépend d'ailleurs pas de la mesure du capital, puisque la même définition du capital est utilisée pour calculer chacune de ces grandeurs. On observe la même divergence sur les flux : le profit enregistre une croissance plus rapide que celle de l'investissement. Cet écart se retrouve dans la plupart des pays développés et il n'est pas compensé par l'investissement international<sup>24</sup>.

Ce « ciseau » entre profit et accumulation est donc un trait essentiel du capitalisme contemporain qu'il est nécessaire, non seulement d'identifier, mais aussi d'expliquer. Deux lignes d'interprétation sont possibles. La première consiste à partir des objectifs divergents des *managers* qui visent à la croissance de la firme (le profit n'étant alors que le moyen de l'accumulation) et des actionnaires dont le seul critère est le profit maximum. Il en résulte un arbitrage qui se modifie au détriment de l'accumulation, à mesure que progresse le pouvoir des actionnaires. Cette théorie renouvelée de la firme s'inscrit dans une tradition que l'on peut qualifier de post-keynésienne : c'est la voie très fructueuse suivie par Stockhammer<sup>25</sup> et Dallery<sup>26</sup>. Cette approche peut être complétée par une autre qui consiste à faire le lien avec le mode capitaliste de satisfaction des besoins sociaux<sup>27</sup>. L'écart entre profit et accumulation est alors l'indice d'un écart irréductible et croissant entre demande sociale et critères de rentabilité qui se résout - au moins provisoirement - dans la fuite en avant de la financiarisation.

## Questions de méthode

Plusieurs contributions se réclamant du marxisme adressent à cette présentation des critiques d'ordre théorique qui sont autant de syllogismes, voire de procès d'intention, et qui sont en fait sous-tendues par une vision simpliste des implications politiques de l'analyse de la crise.

Kliman développe ainsi le raisonnement suivant : si le taux de profit s'est rétabli, alors la crise est seulement une crise financière et, dans ce cas, la logique profonde du système n'est pas remise en cause. Voici comment il résume ses critiques aux partisans d'un rétablissement du taux de profit : « la première question qui m'a été posée portait sur mes critiques aux affirmations d'économistes marxistes comme Gérard Duménil et Dominique Lévy, Fred Moseley et Michel Husson, selon lesquelles le taux de profit, en particulier celui des sociétés aux États-Unis, se serait presque entièrement rétabli à partir du point bas du début des années 1980. C'est une question extrêmement importante parce qu'elle conditionne notre manière de caractériser la crise actuelle. Si nous assistons à une crise énorme alors que le taux de profit s'est à peu près rétabli, cela suggère qu'il s'agit d'une crise purement financière plutôt que d'une

<sup>22</sup> Michel Husson, *Un pur capitalisme*, Page deux, Lausanne, 2008.

<sup>23</sup> Andrew Kliman, *The Persistent Fall in Profitability Underlying the Current Crisis*, Octobre 2009, <http://tinyurl.com/kliman9>

<sup>24</sup> Sur ces deux points, voir *La hausse tendancielle du taux de profit*, article cité, 3ème partie

<sup>25</sup> Engelbert Stockhammer, « Financialization and the slowdown of accumulation », *Cambridge Journal of Economics*, vol.28 n°5, 2004, <http://gesd.free.fr/stockh2004.pdf>

<sup>26</sup> Thomas Dallery, « Post-Keynesian Theories of the Firm under Financialization », *Review of Radical Political Economics*, vol.41, n°4, 2009, <http://gesd.free.fr/dallery9.pdf>

<sup>27</sup> Michel Husson, *Misère du Capital*, déjà cité.

crise de la production capitaliste en tant que telle. Et cela suggère par conséquent que ce qui doit être corrigé, c'est le système financier : nous avons besoin de régulation, peut-être de nationalisation des banques, mais un changement de la nature du système socio-économique n'est pas à l'ordre du jour. Beaucoup de personnes rejoignent ainsi le camp du keynésianisme et appellent à lutter contre le capitalisme financier plutôt que contre le capitalisme »<sup>28</sup>.

Comme on l'a signalé plus haut, Chesnais admet que suraccumulation et sous-consommation sont les deux faces d'une même médaille. Mais il y aurait selon lui une différence en fonction des conclusions suggérées par le choix des mots : « Le terme suraccumulation pose plus directement la nécessité de transformer les rapports de production et de créer le cadre d'une primauté de la valeur d'usage sur la valeur. La sous-consommation peut ouvrir sur la « relance de la croissance » dans un cadre inchangé »<sup>29</sup>. On peut même trouver sur un site de discussion marxiste une contribution disant qu'il est absurde de parler de hausse du taux de profit en pleine crise.

Tous ces syllogismes sont affligeants. Dire que le taux de profit s'est rétabli depuis 1982 (avant de chuter, évidemment, avec la crise), que la part des salaires a baissé, et que cela pose un problème de réalisation n'implique en aucun cas que les seules propositions qui découlent de cette analyse sont par essence réformistes, visant à mieux encadrer la finance et à relancer la consommation des salariés<sup>30</sup>.

Il faudrait comprendre une fois pour toutes que l'actualité d'un programme anticapitaliste ne fluctue pas en raison inverse du taux de profit et que la tâche des économistes authentiquement marxistes n'est pas de démontrer qu'il baisse, toujours et partout. Plutôt que de chercher à montrer que la crise est conforme aux textes canoniques, leur fonction serait plutôt d'en proposer une compréhension d'ensemble et de montrer à quel point elle révèle le caractère historiquement dépassé du capitalisme.

Notre schéma d'interprétation permet de montrer qu'il s'agit d'une crise systémique qui touche à ses racines mêmes et non à sa seule forme financiarisée. Voilà un système qui dispose (de son point de vue) des conditions idéales de fonctionnement - un pur capitalisme - qui lui permettent de capter toujours plus de richesses sur le dos des exploités. Ce que révèle la crise, c'est que ce système ne réussit que dans la mesure exacte où il répond de manière étriquée - ou même refuse de le faire - aux besoins de l'humanité, qu'il s'agisse de besoins sociaux ou de lutte contre le changement climatique. Le fond de la crise est que le capitalisme choisit de ne pas satisfaire ces besoins plutôt que de voir baisser ses profits. Le combat anticapitaliste vise un système dégradant fondé sur l'exploitation et dont l'irrationalité croît de manière assez indépendante, finalement, des fluctuations du taux de profit.

---

<sup>28</sup> Andrew Kliman, *La crisis económica, sus raíces y perspectivas*, Instituto del Pensamiento Socialista Karl Marx, Buenos Aires, 15 décembre 2009. La conférence : <http://tinyurl.com/kliman1> ; le débat : <http://tinyurl.com/kliman2>

<sup>29</sup> François Chesnais, « Crise de suraccumulation mondiale ouvrant une crise de civilisation », *Inprecor* n°556/557, décembre 2009-janvier 2010.

<sup>30</sup> Voir la conclusion de « La crise en perspective », article cité.